

# Des origines à la crise de la dette

Par Eric Toussaint et Damien Millet

## Plan de l'étude

### **I. Les origines de la dette des pays du Tiers Monde**

1. Le rôle des banques privées dans l'évolution de la dette extérieure des PED au cours des années 1960-70
2. Le rôle de la Banque mondiale dans l'évolution de la dette extérieure des PED au cours des années 1960-70
3. Le rôle des gouvernements des pays du Nord dans l'évolution de la dette extérieure des PED au cours des années 1960-70

### **II. La crise de la dette**

1. Comment ont évolué les prix des matières premières au cours du dernier quart du XXe siècle ?
2. Quel rôle a joué l'évolution des taux d'intérêt dans la crise de la dette de 1982?
3. La Banque mondiale, le FMI et les banquiers privés ont-ils une part de responsabilité dans la crise de la dette ?
4. Comment les créanciers se sont-ils organisés face à la crise de la dette ?

### **III. Quelles ressemblances avec la crise des *subprimes* de 2007 ?**

## I. Les origines de la dette des pays du Tiers Monde

### 1. Le rôle des banques privées dans l'évolution de la dette extérieure des PED au cours des années 1960-70

Après la seconde guerre mondiale, les États-Unis ont mis en place, de façon unilatérale, le Programme de rétablissement européen (*European Recovery Program* ou ERP) pour la reconstruction de l'Europe, plus connu sous le nom de plan Marshall. Proposé en 1947 par George C. Marshall, secrétaire d'État des États-Unis, ce plan a permis aux États-Unis d'investir massivement dans l'économie européenne, avec un double objectif : aider les pays européens à se remettre debout et à redevenir des partenaires commerciaux solides ; éviter qu'une situation économique détériorée conduise à leur basculement dans le bloc soviétique. Environ 13 milliards de dollars de l'époque (de l'ordre de 100 milliards de dollars d'aujourd'hui) ont pris la direction de l'Europe, dont plus de 11 milliards sous forme de dons<sup>1</sup>. Seize pays d'Europe occidentale en ont profité<sup>2</sup> (l'URSS et les pays d'Europe de l'Est en ont été exclus).

Par conséquent, de plus en plus de dollars ont été expédiés à l'extérieur des États-Unis, leur territoire d'émission, et se sont mis à circuler à travers le monde. Conformément aux accords signés à Bretton Woods en 1944, qui seront valables jusqu'en août 1971, ces dollars sont librement convertibles en or. Mais les autorités monétaires des États-Unis n'avaient pas intérêt à échanger de grandes quantités d'or de leurs coffres contre des dollars qu'elles avaient elles-mêmes émis, d'autant que le retour des dollars en excès aurait favorisé une flambée de l'inflation. A partir de la deuxième moitié des années 1960, elles ont tenté de freiner les demandes de conversion de dollars en or et ont tout fait pour qu'ils restent en Europe. Voilà pourquoi dans les années 1960, les banques occidentales ont regorgé de dollars (appelés de ce fait des « eurodollars »). Pour qu'ils leur profitent, ces banques privées les ont prêtés alors à des conditions avantageuses aux pays du Sud qui cherchaient à financer leur développement, notamment les États asiatiques et africains nouvellement indépendants et les pays d'Amérique latine en phase d'industrialisation rapide. Elles ont également couvert – voire systématiquement encouragé – les détournements d'argent liés à ces prêts, conservant ou récupérant de la sorte un pouvoir de contrôle très appréciable sur les décisions prises par les dirigeants des pays emprunteurs, dont les motivations réelles pouvaient être très éloignées de la volonté de développer leur pays.

« La lutte pour l'indépendance doit passer par la décolonisation des dirigeants africains. »

René Dumont

A partir de 1973, l'augmentation du prix du pétrole, ce que l'on a appelé le premier « choc pétrolier », a apporté des revenus confortables aux pays producteurs qui les ont placés à leur tour dans les banques occidentales, accentuant encore le phénomène. Les banques ont là aussi proposé ces « pétrodollars » aux pays du Sud (y compris aux pays exportateurs de pétrole comme le Mexique, l'Algérie, le Venezuela qui n'en avaient pas besoin et qui se sont malgré tout fortement endettés à l'époque) à des taux d'intérêt faibles pour les inciter à emprunter. Tous ces prêts provenant de banques privées ont constitué la partie privée de la dette extérieure des PED. Proche de zéro au début des années 1960, la part privée de cette dette a atteint 36 milliards de dollars en 1970 et 380 milliards de dollars en 1980.

### 2. Le rôle de la Banque mondiale dans l'évolution de la dette extérieure des PED au cours des années 1960-70

Le deuxième acteur de l'endettement au cours de ces deux décennies est la Banque mondiale. Institution née en 1944 à Bretton Woods, elle a accru considérablement ses prêts aux pays du Tiers Monde à partir de 1968, sous la présidence de l'Américain Robert McNamara.

<sup>1</sup> Immédiatement après la seconde guerre mondiale, Washington a appliqué une politique différenciée : une politique de dons à l'égard de l'Europe occidentale (ainsi que la Turquie et la Corée du Sud) alors que l'Afrique, l'Amérique latine et la majeure partie de l'Asie ont été poussées à s'endetter. Voir l'explication d'Eric Toussaint dans *Banque mondiale : le Coup d'Etat permanent*, 2006, chapitres 4 et 11.

<sup>2</sup> Autriche, Belgique – Luxembourg, Danemark, France, Allemagne (RFA), Grèce, Islande, Irlande, Italie, Pays Bas (et Indonésie), Norvège, Portugal, Suède, Turquie et Royaume Unis.

Il est intéressant de détailler le *curriculum vitae* de McNamara. Premier PDG de la multinationale automobile Ford à ne pas être membre de la famille Ford, il ne le restera que cinq semaines avant de devenir secrétaire à la Défense des Etats-Unis sous la présidence de John F. Kennedy (1961-1963), poste qu'il a conservé sous le président Lyndon Johnson (1963-1968). McNamara est donc l'un des principaux artisans de l'agression militaire des Etats-Unis au Vietnam, guerre bien souvent surnommée « la guerre de McNamara »... Il a exercé des pressions incessantes pour y envoyer davantage de troupes militaires, au total plus de 500 000 soldats. Environ 1 million de combattants communistes vietnamiens et 4 millions de civils ont été tués entre 1961 et 1975. Des années plus tard, McNamara reconnaîtra ses torts : « *Nous, membres des administrations Kennedy et Johnson parties prenantes aux décisions sur le Vietnam [...] avons eu tort, terriblement tort.* » Il ajoutera même : « *Je n'avais jamais visité l'Indochine et je ne comprenais rien à son histoire, à sa langue, à sa culture, à ses valeurs. Je n'y étais en rien sensible. [...] Quand il s'agissait du Vietnam, nous nous trouvions en position de décider d'une politique pour une terra incognita*<sup>3</sup>. » En 1968, alors que la situation est devenue inextricable pour les Etats-Unis, McNamara est nommé président de la Banque mondiale<sup>4</sup>. Il va agir à la tête de la Banque mondiale comme un missionnaire poursuivant une campagne anticommuniste<sup>5</sup>. Il vivra personnellement cette expérience comme une résurrection<sup>6</sup>.

L'arrivée de McNamara en 1968 a marqué un réel tournant pour la Banque mondiale qui a alors donné un coup d'accélérateur à la dette en l'utilisant comme une véritable arme géopolitique. De 1968 à 1973, la Banque mondiale a accordé davantage de prêts que pendant toute la période 1945-1968, soit plus en 5 ans que pendant les 23 premières années de son existence. Elle a également incité les pays du Sud à emprunter massivement afin de financer la modernisation de leur appareil d'exportation et de les connecter plus étroitement au marché mondial. En fait, McNamara a poussé les pays du Sud à se soumettre aux conditionnalités associées à ces prêts, à accepter des infrastructures inutiles, des budgets sociaux insuffisants, des grands barrages ruineux dans un environnement saccagé, des dettes colossales... L'appât utilisé : des liquidités mises à disposition des gouvernements en place sans aucun mécanisme de lutte contre la corruption et le détournement de fonds publics. En échange de ces liquidités, les gouvernants acceptaient la plupart des recommandations de la Banque mondiale.

Le soutien apporté par la Banque mondiale aux pays du Sud est lié aux intérêts géopolitiques du bloc occidental. Après 1945, s'est ouverte la période de la guerre froide où les deux super-puissances (Etats-Unis et URSS) s'armaient massivement et s'affrontaient de manière indirecte, soucieuses de préserver et d'accroître leur zone d'influence.

Dans les années 1950 et 1960, de nombreux pays ont été tentés par des expériences politiques qui leur étaient propres. Après une lutte opiniâtre, les pays d'Asie puis d'Afrique sont parvenus à la décolonisation. Certains de ces pays ont voulu prendre leurs distances par rapport aux ex-puissances coloniales. Ils se sont réunis pour la première fois en 1955 à Bandung (Indonésie). Cette conférence a marqué l'émergence du tiers-monde sur la scène internationale et le prélude au mouvement des non-alignés, qui a vu le jour officiellement en 1961 à Belgrade (Yougoslavie).

La Banque mondiale a agi pour contrecarrer l'influence soviétique et les différentes tentatives

<sup>3</sup> Robert McNamara, *Avec le recul, La tragédie du Vietnam et ses leçons*, Seuil, 1996.

<sup>4</sup> A comparer avec la nomination en 2005 de Paul Wolfowitz, stratège de la guerre contre l'Irak et l'Afghanistan, à la tête de la Banque mondiale alors que la stratégie politique et militaire de Washington était en échec.

<sup>5</sup> Paul Wolfowitz a essayé d'emprunter la même voie mais a lamentablement échoué et a été emporté par le scandale en 2007. Voir Damien Millet et Eric Toussaint, « Banque mondiale, du plomb dans l'aile », [www.cadtm.org/spip.php?article2660](http://www.cadtm.org/spip.php?article2660).

<sup>6</sup> L'anecdote est croustillante, nous ne résistons pas à l'envie de la livrer. En visite officielle à Paris alors qu'il est secrétaire d'Etat des Etats-Unis, McNamara déjeune à Matignon avec le Premier ministre du général de Gaulle, Michel Debré. Après le repas, le maître d'hôtel découvre que McNamara est parti avec les couverts en vermeil. Madame Debré a alors écrit à McNamara en lui demandant de rendre les couverts... ce que McNamara a fait ! Après le commerce, la guerre et le développement, la boucle de son parcours est bouclée avec le vol... Anecdote révélée par Bernard Debré, fils de Michel Debré et ministre français de la Coopération entre 1993 et 1995, dans *Libération*, le 16 septembre 2005.

nationalistes et anti-impérialistes. Son action s'est située sur le plan financier. Comme l'a souligné le député français Yves Tavernier, son « rôle était de fidéliser la clientèle du Tiers Monde en faveur du monde occidental<sup>7</sup> ». La stratégie a été double : les prêts ont été utilisés aussi bien pour soutenir les alliés que pour asservir les récalcitrants.

D'une part, la Banque mondiale a soutenu les alliés stratégiques des États-Unis dans les différentes régions du globe (Joseph-Désiré Mobutu au Zaïre de 1965 à 1997, Mohamed Suharto en Indonésie de 1967 à 1998, Ferdinand Marcos aux Philippines de 1965 à 1986, la dictature brésilienne de 1964 à 1985, Augusto Pinochet au Chili de 1973 à 1990, la dictature argentine de 1976 à 1983, etc.) pour renforcer la zone d'influence états-unienne.

« Je ne vois pas pourquoi nous laisserions un pays devenir marxiste simplement parce que son peuple est irresponsable. »

Henry Kissinger, 1973,  
au moment du renversement de Salvador Allende par le coup d'Etat de Pinochet au Chili

D'autre part, la Banque mondiale a prêté de manière conditionnelle à des pays qui tentaient d'appliquer des politiques hétérodoxes par rapport au modèle capitaliste dominant. Elle leur a proposé les capitaux dont ils avaient besoin, en affirmant que l'exportation de matières premières allait être suffisante pour rembourser et pour moderniser leur appareil industriel. En agissant ainsi, elle a acquis un droit de regard sur les politiques économiques pratiquées par ces pays, s'efforçant de stopper le développement de politiques indépendantes et de ramener dans le giron des grandes puissances industrielles nombre de dirigeants qui avaient pris leurs distances (Gamal Abdel Nasser en Égypte entre 1954 et 1970, Kwame N'Krumah au Ghana entre 1960 et 1966, Michael Manley en Jamaïque entre 1972 et 1980, Ahmed Sukarno en Indonésie entre 1949 et 1966, etc.). Quand des dirigeants du Sud refusaient de s'y plier, les puissances du Nord n'hésitaient pas à les renverser en mettant en place des dictatures (assassinat de Patrice Lumumba dans l'ex-Congo belge en 1961, de Sylvanus Olympio au Togo en 1963, de Salvador Allende au Chili en 1973 – plus tard, de Thomas Sankara au Burkina Faso en 1987) ou à intervenir militairement (interventions des États-Unis à Saint-Domingue en 1965, au Vietnam, à Cuba par mercenaires interposés en 1961 ; interventions françaises au Gabon en 1964 pour rétablir Léon M'Ba, au Cameroun dans les années 1960 pour soutenir le gouvernement de Ahmadou Ahidjo, au Tchad à de nombreuses reprises depuis 1960, en République centrafricaine en 1979 pour installer David Dacko après un putsch...). En cas d'échec, comme avec Fidel Castro au pouvoir à Cuba depuis 1959, le pays est mis durablement au ban des nations et le prix à payer est là aussi considérable.

Les données géopolitiques constituent donc la toile de fond du processus d'endettement des pays du Sud. Ces prêts, ajoutés à ceux de quelques autres institutions multilatérales<sup>8</sup> fonctionnant selon la même logique et aux crédits FMI, ont constitué la part multilatérale de la dette extérieure publique. Très faible au début des années 1960, cette part multilatérale a atteint 8 milliards de dollars en 1970, puis 58 milliards de dollars en 1980 (dont 32 envers la seule Banque mondiale et 12 envers le FMI).

« Dans de nombreux cas, les prêts étaient destinés à corrompre des gouvernements pendant la guerre froide. Le problème n'était pas alors de savoir si l'argent favorisait le bien-être du pays, mais s'il conduisait à une situation stable, étant donné les réalités géopolitiques mondiales. »

Joseph E. Stiglitz (économiste en chef de la Banque mondiale de 1997 à 1999, prix Nobel d'économie en 2001), in L'Autre mondialisation, Arte, 7 mars 2000

### **3. Le rôle des gouvernements des pays du Nord dans l'évolution de la dette extérieure des PED au cours des années 1960-70**

<sup>7</sup> Rapport 2000 de la Commission des Finances de l'Assemblée nationale sur les activités et le contrôle du FMI et de la Banque mondiale.

<sup>8</sup> Notamment les banques régionales de développement.

Sans être la cause directe de la crise économique mondiale de 1973-1975, le choc pétrolier de 1973 a marqué, pour les pays du Nord, la fin d'une période de forte croissance après la seconde guerre mondiale, que l'on a appelée « les Trente Glorieuses ». En 1973-1975, ces pays ont été touchés par une importante récession généralisée. Un chômage massif voyait le jour. Ces pays riches ont décidé alors de distribuer du pouvoir d'achat aux pays du Sud, afin de les inciter à acheter les marchandises du Nord. D'où des prêts d'État à État, souvent sous forme de crédits d'exportations : c'est l'aide liée. Par exemple, la France prête 10 millions de francs (à l'époque !) à bas taux à un pays africain, à condition que celui-ci achète pour 10 millions de francs de marchandises françaises... Au final, cela ressemble fort à une aide aux entreprises du pays prêteur, tout en faisant payer les intérêts aux peuples des pays débiteurs ! C'est ainsi que s'est constituée la part bilatérale de la dette extérieure des PED. Très faible au début des années 1960, cette part bilatérale atteint 26 milliards de dollars en 1970, puis 103 milliards de dollars en 1980.

Jusqu'à la fin des années 1970, l'endettement est resté supportable pour les pays du Sud car les taux d'intérêt étaient faibles et ces prêts leur permettaient de produire davantage, donc d'exporter plus, et de récupérer des devises pour rembourser et investir. Mais l'augmentation de la dette extérieure des PED a été exponentielle : très faible au début des années 1960, elle a atteint 70 milliards de dollars en 1970 et 540 milliards de dollars en 1980. Elle est donc multipliée par presque 8 en 10 ans.

Témoignage : John Perkins en Equateur

Dans son livre *Les confessions d'un assassin financier*<sup>9</sup>, John Perkins raconte de manière passionnante le rôle qu'il a joué dans les années 1970 alors qu'il était l'un des dirigeants d'une entreprise états-unienne d'ingénierie électrique reliée secrètement à la CIA et au Pentagone. En fait, sa mission réelle était d' « encourager les dirigeants de divers pays à s'intégrer à un vaste réseau promouvant les intérêts commerciaux des Etats-Unis. Au bout du compte, ces dirigeants se retrouvent criblés de dettes, ce qui assure leur loyauté. Nous pouvons alors faire appel à eux n'importe quand pour nos besoins politiques, économiques ou militaires. De leur côté, ils consolident leur position politique en créant pour leur peuple des zones industrielles, des centrales électriques et des aéroports. Les propriétaires des compagnies américaines d'ingénierie et de construction s'enrichissent ainsi fabuleusement. »

Mais il a aussi travaillé avec des personnalités progressistes comme le président Jaime Roldos en Equateur : « Jaime Roldos allait de l'avant. Fidèle à ses promesses électorales, il avait lancé une attaque en règle contre les compagnies pétrolières. [...] La réaction des compagnies pétrolières était prévisible : elles firent le maximum pour empêcher l'adoption de cette loi. [...] On dépeignit le premier président démocratiquement élu de l'Equateur moderne comme un nouveau Castro. Mais Roldos ne céda pas à l'intimidation. [...] Il prononça un grand discours au stade olympique Atahualpa, à Quito, après quoi il se dirigea vers une petite communauté située dans le sud du pays. Il y mourut dans un accident d'hélicoptère, le 24 mai 1981. » Accident, comme pour le président du Panama, Omar Torrijos, qui à la même époque voulait renégocier les clauses du traité qui cédait aux Etats-Unis la zone du fameux canal de Panama ? Pour Perkins, évidemment non, il n'y avait rien d'accidentel : « Ils furent assassinés parce qu'ils s'opposaient à la coalition formée par de grandes compagnies, le gouvernement américain et des banquiers dans le but d'établir un empire global. Nous, les assassins financiers, n'avions pas réussi à obtenir la collaboration de Roldos et Torrijos, et les tueurs à gages de la CIA, qui nous suivaient de près, sont donc intervenus. »

Le bilan est limpide : « L'Equateur est maintenant enlisé dans les dettes et doit consacrer une part anormale de son budget national à leur remboursement » ; par conséquent, « ce pays ne peut s'acquitter de ses obligations qu'en vendant ses forêts tropicales aux compagnies pétrolières. » En somme, piétinant la souveraineté équatorienne pourtant inaliénable, « l'empire global réclame son dû sous la forme de concessions pétrolières »...

<sup>9</sup> La version française est parue aux éditions alTerre en 2005. Les citations qui suivent en sont extraites. Edition originale : *Confessions of an economic hit man*, Berrett-Koehler Publishers, 2004, San Francisco. Voir également son témoignage dans le film documentaire *La fin de la pauvreté ?*, réalisé en 2008 par Philippe Diaz, [www.cadtm.org/spip.php?article3175](http://www.cadtm.org/spip.php?article3175)

John Perkins était de retour en Equateur le 22 mai 2007 pour présenter ses excuses au peuple équatorien. D'autres responsables de l'endettement illégitime devraient suivre son exemple.

## II. La crise de la dette

### 1. Comment ont évolué les prix des matières premières au cours du dernier quart du XXe siècle ?

A la fin des années 1970, et jusqu'au début des années 2000, les pays du Sud ont été confrontés à un changement brutal : la baisse des cours des matières premières et des produits agricoles qu'ils exportaient, jusque là orientés à la hausse.

En effet, la grande majorité des prêts avait été contractée dans des monnaies fortes comme le dollar. Or, et c'est là un élément essentiel, les remboursements doivent être effectués dans la même monnaie que le prêt, car le créancier qui – par exemple - a prêté des dollars veut récupérer des dollars : il n'est absolument pas intéressé par des francs congolais de RDC ou toute autre monnaie des pays en développement. Au cours des années 1970, leur dette galopant, les pays débiteurs ont donc dû se procurer de plus en plus de devises fortes pour rembourser leurs créanciers. Pour cela, ils n'avaient d'autre choix que de vendre des marchandises à ceux qui possédaient ces monnaies fortes. Les PED ont donc dû orienter leurs politiques économiques en fonction des attentes d'acteurs économiques situés à l'étranger, notamment dans les pays les plus industrialisés.

*« Produisons ce dont nous avons besoin et consommons ce que nous produisons au lieu de l'importer. »*

Thomas Sankara, président du Burkina Faso entre 1983 et 1987

Conditionnés pour poursuivre les paiements coûte que coûte, les PED ont dû exporter davantage de produits « tropicaux » ou de ressources minières. Ils ont renforcé leur spécialisation dans quelques produits de base, dont ils sont devenus dépendants, comme le cuivre pour la Zambie et le Chili, ou la bauxite pour la Guinée et la Jamaïque. Ce faisant, ils ont mis en même temps sur le marché une quantité accrue des mêmes biens primaires (café, cacao, thé, coton, sucre, arachide, minerais, pétrole, etc.) alors qu'au Nord, la demande n'a pas augmenté dans la même proportion, à cause de la crise qui s'est déclarée. Les PED se sont donc concurrencés entre eux et les cours des matières premières, y compris le pétrole dont le prix avait fortement augmenté à partir de 1973, se sont alors effondrés. Le tournant fondamental a eu lieu en 1981 quand le prix du pétrole a fortement chuté, ce qui a provoqué en 1982 la crise de la dette du Mexique, pays exportateur de pétrole. Pour certaines matières premières, le prix avait déjà chuté quelques années plus tôt, comme dans le cas du cours du cuivre qui s'est effondré en 1976 et a provoqué une crise de paiement pour le Zaïre de Mobutu<sup>10</sup>.

D'un point de vue global, cette baisse a été irrégulière, avec des périodes d'effondrement suivies de pics plus courts. Mais la tendance moyenne pour la période 1977-2001 fut nettement à la baisse pour toutes les catégories de matières premières, à raison de 2,8 % par an en moyenne<sup>11</sup>. Cette chute a atteint 1,9 % par an pour les minerais et les métaux, avec notamment une chute supérieure à 5 % pour l'argent, l'étain et le tungstène. Entre 1997, année de la grave crise économique survenue en Asie du Sud-Est, et 2001, les cours ont chuté en moyenne « de 53 % en valeur réelle [...]. Cela signifie que les produits de base ont perdu plus de la moitié de leur pouvoir d'achat par rapport aux articles manufacturés<sup>12</sup> ». Par ailleurs, l'étude de la structure des exportations mondiales montre que les pays riches exportent en valeur plus de deux produits manufacturés sur trois, alors que les pays en développement

<sup>10</sup> Voir la brochure « A qui profitent toutes les richesses du peuple congolais. Pour un audit de la dette congolaise », CADTM, 2007, p.15.

<sup>11</sup> En dollars constants de 1985. CNUCED, *Annuaire des produits de base*, 2003, <http://r0.unctad.org/infocomm>

<sup>12</sup> CNUCED, *Le développement économique en Afrique. Résultats commerciaux et dépendance à l'égard des produits de base*, Genève, 2003.

exportent plus d'un produit de base sur deux. Les PED restent donc avant tout un lieu de récolte et d'extraction, fournissant le matériau brut indispensable à une économie mondialisée dont ils ne retirent qu'une maigre part des bénéfices.

Toujours est-il que suite à l'inversion de tendance des cours au début des années 1980, la situation financière des pays endettés est devenue bien plus difficile. Non seulement accroître la production ne suffit pas, mais cela aggrave encore le phénomène d'une offre trop importante sur le marché mondial. Les politiques d'ajustement structurel qui ont suivi les ont alors privés des filets de protection dont ils disposaient.

*« Le libre-jeu des forces du marché associé à la libéralisation et à la déréglementation des prix a été promu en tant que mécanisme garantissant la répartition la plus efficace des ressources et des gains socioéconomiques. Le concept de stabilisation internationale des prix des produits de base a ainsi été sévèrement battu en brèche. »*

CnuCED<sup>13</sup>

## **2. Quel rôle a joué l'évolution des taux d'intérêt dans la crise de la dette de 1982 ?**

A la fin de l'année 1979, pour sortir de la crise qui les frappe (comme la plupart des pays les plus industrialisés) et réaffirmer leur leadership mondial après les échecs cuisants au Vietnam en 1975, en Iran (renversement du Shah en février 1979) et au Nicaragua (renversement du dictateur Anastasio Somoza en juillet 1979), les États-Unis ont amorcé un virage ultralibéral, amplifié après l'accession de Ronald Reagan à la présidence en janvier 1981. Depuis quelques mois déjà, le Royaume-Uni, sous la férule du gouvernement de Margaret Thatcher, a initié un tournant néolibéral dur. Paul Volcker, le directeur de la Réserve fédérale des États-Unis, a décidé une forte augmentation des taux d'intérêt. Cela signifie, pour celui qui possède des capitaux, qu'il est devenu soudain très intéressant de les placer aux États-Unis pour en tirer un meilleur bénéfice. C'était bien là un des buts de Volcker : attirer les capitaux pour relancer la machine économique, notamment par un grand programme militaro-industriel. Les investisseurs de toute la planète s'y sont précipités. Les uns après les autres, les gouvernements européens ont suivi le mouvement de hausse des taux d'intérêt afin de retenir les capitaux chez eux.

Durant les années 1970, les taux d'intérêt réels étaient très faibles, voire négatifs. Il était donc très intéressant d'emprunter : quand ce taux est négatif, l'inflation est plus importante que le taux d'intérêt nominal, donc le coût de l'emprunt est faible, voire nul.

Pendant cette période, les dépenses que représentait le remboursement de cette dette étaient soutenables, d'autant que les revenus d'exportation étaient élevés – et orientés à la hausse.

Au virage des années 1980, la situation a changé radicalement. Les taux d'intérêt des prêts bancaires accordés aux États du Sud durant les deux décennies précédentes étaient certes faibles, mais variables et liés aux taux anglo-saxons (le Prime Rate et le Libor, déterminés respectivement à New York et à Londres). De l'ordre de 4-5 % dans les années 1970, ils sont passés à 16-18 %, voire davantage au plus fort de la crise, car la prime de risque est devenue énorme. Ainsi, du jour au lendemain, les pays du Sud ont dû rembourser trois fois plus d'intérêts tandis que les revenus d'exportation étaient en baisse. Les règles ont donc été modifiées de façon unilatérale par les pays créanciers. En effet, d'une part, ce sont les Banques centrales des pays les plus industrialisés, à commencer par la Réserve fédérale, qui ont décidé de manière unilatérale l'augmentation des taux d'intérêt. D'autre part, ce sont les pays les plus industrialisés qui ont également poussé à la baisse des prix des matières premières. Le « piège » s'est refermé sur les pays endettés. Peu importe s'il s'est agi d'un complot ou pas. Le résultat est là : les pays endettés du tiers-monde sont passés sous la coupe des créanciers.

Les conséquences ont été terribles. Le Sud a dû rembourser davantage en disposant de

<sup>13</sup> CNUCED, *Ibid.*

revenus moindres : il s'est retrouvé alors pris dans l'étau de la dette, incapable de faire face aux échéances de remboursement. Il a dû s'endetter de nouveau pour rembourser, mais cette fois-ci au prix fort. La situation s'est détériorée très rapidement.

En août 1982, le Mexique a été le premier pays à annoncer qu'il n'était plus en mesure de rembourser. D'autres pays très endettés, comme l'Argentine et le Brésil, ont suivi. C'est la crise de la dette, qui a ébranlé tous les pays du Sud. Même les pays de l'Est européen ont été touchés, en particulier la Pologne et, un peu plus tard, la Yougoslavie et la Roumanie.

Cette crise de la dette a résonné comme un coup de tonnerre. Les institutions internationales, censées réguler le système et prévenir les crises, n'avaient pas lancé de message d'alerte et avaient joué la sérénité.

*« Il sera plus difficile pour les pays en développement de gérer leur dette, mais [les tendances] n'annoncent pas de problème généralisé. »*  
*Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 1981*

Pourtant, la Banque mondiale et le FMI savaient que les nuages s'amoncelaient et qu'un typhon était en formation, mais ne voulaient pas rendre public le bulletin réel de météorologie de l'économie. Ils voulaient laisser le temps aux grandes banques de se retirer sans dommages<sup>14</sup>. Et pour cause, le nouveau président de la Banque mondiale n'était autre que l'ancien dirigeant principal d'une des principales banques privées des Etats-Unis, la Bank of America, qui avait prêté à tour de bras au Mexique et au reste de l'Amérique latine.

En somme, la crise de la dette a été provoquée par deux phénomènes qui se sont succédé rapidement :

- la croissance très importante des sommes à rembourser, due à la hausse brutale des taux d'intérêt décidée à Washington ;
- la baisse très importante des cours des produits exportés par les pays endettés sur le marché mondial et avec lesquels ils remboursaient leurs emprunts, à laquelle s'est ajouté l'arrêt des prêts bancaires<sup>15</sup>.

Tous les pays endettés d'Amérique latine, d'Afrique et certains pays d'Asie comme la Corée du Sud, quel que soit le gouvernement, quel que soit le degré de corruption et de démocratie, ont été confrontés à la crise de la dette.

Les responsabilités fondamentales se trouvent largement du côté des pays les plus industrialisés, de leurs banques centrales, de leurs banques privées et de leurs Bourses (Chicago, Londres...) qui fixent les cours des matières premières. La corruption, la mégalomanie et le manque de démocratie au Sud ont constitué bien sûr des facteurs *aggravants*, mais ce ne sont pas eux qui ont *déclenché* la crise.

*« La crise de la dette latino-américaine dans les années quatre-vingt a été provoquée par l'énorme augmentation des taux d'intérêt qu'a entraînée la politique monétaire restrictive du président de la Federal Reserve, Paul Volcker, aux États-Unis. »*  
*Joseph Stiglitz, La grande désillusion*

### **3. La Banque mondiale, le FMI et les banquiers privés ont-ils une part de responsabilité dans la crise de la dette ?**

Oui assurément. Dès 1960, la Banque mondiale identifie le danger d'éclatement d'une crise de la dette sous la forme d'une incapacité des principaux pays endettés à soutenir les remboursements croissants. Les signaux d'alerte se multiplient au cours des années 1960

<sup>14</sup> Voir chapitre 12 du livre d'Eric Toussaint, *Banque mondiale, le Coup d'Etat permanent*.

<sup>15</sup> Deux raisons à cet arrêt : 1) les banques ont désormais préféré placer leur argent aux Etats-Unis et dans les autres pays les plus industrialisés qui ont eux aussi augmenté leur taux d'intérêt ; 2) les banques ont commencé à craindre que l'argent qu'elles prêtaient au Sud ne soit pas remboursé à cause de la détérioration de la situation des pays endettés du tiers-monde. Mais en stoppant les prêts, elles ont provoqué la crise qu'elles redoutaient.

jusqu'au choc pétrolier de 1973. Tant les dirigeants de la Banque mondiale que les banquiers privés et la Cour des Comptes des Etats-Unis (le *General Accounting Office* – GAO) publient des rapports qui mettent l'accent sur les risques de crise. A partir de l'augmentation du prix du pétrole en 1973 et du recyclage massif des pétrodollars par les grandes banques privées des pays industrialisés, le ton change radicalement. La Banque mondiale ne parle plus de crise. Pourtant le rythme de l'endettement s'emballé. En fait, la Banque mondiale entre alors en concurrence avec les banques privées pour octroyer un maximum de prêts le plus vite possible. Jusqu'à l'éclatement de la crise en 1982, la Banque mondiale tient un double langage : l'un, officiel, destiné au public et aux pays endettés dit qu'il n'y a pas de quoi s'inquiéter outre mesure et que si des problèmes surgissent, ils seront de courte durée ; l'autre, alarmant, est tenu à huis clos lors des discussions internes.

Passons en revue quelques déclarations qui montrent que la crise de la dette n'est pas intervenue comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu.

En 1969, Nelson Rockefeller, frère du président de la *Chase Manhattan Bank*, explique dans un rapport au Président des États-Unis les problèmes auxquels l'Amérique Latine doit faire face : « *Le niveau considérable des montants empruntés par certains pays de l'hémisphère occidental afin de soutenir le développement est tel que le paiement des intérêts et l'amortissement absorbent une grande part des revenus d'exportations. [...] Beaucoup de pays sont amenés en effet à contracter de nouveaux emprunts pour disposer des devises nécessaires à payer l'intérêt et l'amortissement des anciens emprunts et ce, à des taux d'intérêt plus élevés*<sup>16</sup>. »

« *Beaucoup de nations pauvres ont déjà atteint un niveau d'endettement qui dépasse leurs possibilités de remboursement.* »

*General Accounting Office*<sup>17</sup>, 1969

Quelques temps après, en 1970, dans un rapport au président des États-Unis, Rudolph Peterson, président de la *Bank of America*, tire la sonnette d'alarme : « *Le poids de la dette de beaucoup de pays en développement constitue maintenant un problème urgent. Bien qu'annoncé depuis dix ans, on n'en a pas tenu compte. Les raisons sont multiples, mais quoi qu'il en soit, dans certains pays, les revenus d'exportation à venir sont tellement hypothéqués que cela compromet la poursuite des importations, des investissements et du développement*<sup>18</sup>. »

En résumé, différentes sources influentes aux Etats-Unis, toutes reliées entre elles, considèrent dès la fin des années 1960 qu'une crise de la dette peut éclater quelques années plus tard.

De son côté, Robert McNamara lui aussi considère que le rythme de croissance de l'endettement du tiers-monde constitue un problème. Il déclare : « *A la fin de 1972, la dette s'élevait à 75 milliards de dollars et le service annuel de la dette dépassait 7 milliards de dollars. Le service de la dette a augmenté de 18% en 1970 et de 20% en 1971. Le taux moyen d'augmentation de la dette depuis la décennie de 1960 a représenté presque le double du taux de croissance des revenus d'exportation avec lesquels les pays endettés doivent assurer ce service de la dette. Cette situation ne peut continuer indéfiniment*<sup>19</sup>. »

Pourtant la Banque mondiale qu'il préside maintient la pression sur les pays du tiers-monde afin qu'ils accroissent leur endettement.

A partir de 1973, l'augmentation du prix des produits pétroliers et d'autres matières premières provoque une fuite en avant vers davantage d'endettement. Les pronostics pessimistes se font

<sup>16</sup> Nelson Rockefeller, *Report on the Americas*, 1969, Quadrangle Books, p.87, cité par Cheryl Payer, *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development*, 1991, Zed Books, p.58.

<sup>17</sup> Banking, November 1969, p.45, cité par Cheryl Payer, *Lent and Lost. Foreign Credit and Third World Development*, 1991, Zed Books, p. 69.

<sup>18</sup> Task Force on International Development, *U.S. Foreign Assistance in the 1970s: a new approach*, Report to the President, Government Printing Office, 1970, p.10.

<sup>19</sup> Robert McNamara, *Cien países, Dos mil millones de seres*, Tecnos, 1973, p.94.

rares.

« *L'investissement des surplus des pays exportateurs de pétrole sur les marchés financiers nationaux et internationaux combiné à l'expansion du financement international (sous la forme des prêts bilatéraux et multilatéraux) a constitué une forme satisfaisante de transfert de fonds pour pallier le déficit de la balance des comptes courants des pays importateurs de pétrole.* »

FMI, *Annual Report 1975*

Robert McNamara affiche une grande confiance dans la deuxième moitié des années 1970. Il déclare en 1977, dans son allocution présidentielle annuelle : « *Les principales banques et les principaux pays emprunteurs agissent sur la base de prévisions qui concordent* » et il conclut : « *Nous sommes même plus confiants aujourd'hui qu'il y a un an : le problème de la dette est gérable*<sup>20</sup>. »

En octobre 1978, un vice-président de la Banque mondiale, Peter Cargill, responsable des Finances, adresse à McNamara un mémorandum intitulé « *Degré de risque dans les actifs de la Banque mondiale* » (*Riskiness in IBRD's loans portfolio*). Dans ce texte, Peter Cargill presse la Banque mondiale d'accorder beaucoup plus d'attention à la solvabilité des pays endettés<sup>21</sup>. Selon Peter Cargill, le nombre de pays endettés qui accusent des arriérés de paiement à l'égard de la Banque mondiale ou qui recherchent une renégociation de leur dette multilatérale est passé de trois à dix-huit entre 1974 et 1978. De son côté, McNamara exprime sa préoccupation en interne à plusieurs reprises. Dans un mémorandum interne rédigé en octobre 1979, on peut lire que si les banques perçoivent que les risques augmentent, elles réduiront les prêts et « *nous pourrions voir une grande quantité de pays se retrouver dans des situations extrêmement difficiles* »<sup>22</sup>.

Le *Rapport sur le développement dans le monde* édité par la Banque mondiale en 1980 présente l'avenir de manière optimiste, prévoyant que les taux d'intérêt réels vont se stabiliser au niveau très bas de 1%. C'est totalement irréaliste. L'évolution réelle l'a montré. Ce qui est édifiant, c'est d'apprendre, grâce à des historiens de la Banque mondiale, que dans la première version non publiée du rapport, figure une deuxième hypothèse basée sur un taux d'intérêt réel de 3%. Cette projection montrait que la situation serait à terme intenable pour les pays endettés. McNamara obtient qu'on retire ce scénario noir de la version à publier<sup>23</sup> !

Dans le *Rapport sur le développement dans le monde* publié en 1981, on peut lire : « *Il semble très probable que les emprunteurs et les prêteurs vont s'adapter aux conditions changeantes sans précipiter une crise générale de confiance*<sup>24</sup>. »

Le 19 mars 1982, quelques mois avant que la crise n'éclate, le nouveau président de la Banque mondiale, Alden W. Clausen, envoie la lettre suivante au président du Mexique, José Lopez Portillo<sup>25</sup> : « *La rencontre que nous avons eue à Mexico avec vos principaux conseillers a renforcé la confiance que je place dans les dirigeants économiques de votre pays. Monsieur le président, vous pouvez être fier des réalisations de ces cinq dernières années. Peu de pays peuvent s'enorgueillir de tels taux de croissance ou d'autant d'emplois créés... Je voulais vous féliciter pour les nombreux succès déjà obtenus. Comme je l'ai dit lors de la rencontre, la régression récente de l'économie mexicaine ne peut être que temporaire et nous serons heureux de vous aider pendant le processus de consolidation*<sup>26</sup>. » Moins d'un an auparavant, Alden W. Clausen était encore président de la Bank of America et celle-ci prêtait à plein rendement au Mexique.

<sup>20</sup> Cité par Nicholas Stern et Francisco Ferreira, « The World Bank as 'intellectual actor' », 1997, in Devesh Kapur, John P. Lewis, Richard Webb, *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2*, 1997, p.558.

<sup>21</sup> D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1, p.598.

<sup>22</sup> D. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1, p.599.

<sup>23</sup> Ce scénario, bien que plus proche de ce qui se passa réellement, était pourtant encore trop optimiste.

<sup>24</sup> Cité par Nicholas Stern et Francisco Ferreira, « The World Bank as 'intellectual actor' », 1997, in Devesh Kapur, John P. Lewis, Richard Webb, *The World Bank, Its First Half Century, Volume 2*, 1997, p.559.

<sup>25</sup> José Lopez Portillo a présidé le Mexique de 1977 à 1982.

<sup>26</sup> Letter, A. W. Clausen to His Excellency Jose Lopez Portillo, president, United Mexican States, March 19, 1982, in D.. Kapur, J. Lewis, R. Webb, 1997, vol. 1, p.603.

Le 20 août 1982, après avoir remboursé des sommes considérables au cours des sept premiers mois de l'année, le Mexique annonce qu'il n'est plus en mesure de continuer les paiements. La crise se répand comme une traînée de poudre.

En conclusion, les créanciers savaient parfaitement qu'on se rapprochait d'une crise de la dette mais ils ont feint de ne pas savoir. Après l'éclatement de cette crise, ils en ont tiré profit pour reprendre l'avantage à l'égard de pays qui avaient affirmé leur volonté d'indépendance et pour augmenter le degré d'exploitation des peuples de l'ensemble des PED.

#### **4. Comment les créanciers se sont-ils organisés face à la crise de la dette ?**

Quand a éclaté en 1982 la crise de la dette, les créanciers se sont rendu compte de l'impasse dans laquelle ils se trouvaient et le système financier mondial a vacillé. Les nombreux prêts consentis par les banques du Nord les mettaient en danger. A titre d'exemple, en 1982, les créances sur le Brésil, l'Argentine, le Venezuela et le Chili représentaient 141% des fonds propres de la Morgan Guaranty, 154% de ceux de la Chase Manhattan Bank, 158% de ceux de la Bank of America, 170% de ceux de la Chemical Bank, 175% de ceux de la Citibank et 263% de ceux de la Manufacturers Hanover. La situation était critique pour les banquiers.

Dès qu'un pays se voyait contraint de stopper ses remboursements (et cela s'est produit au cours des années 1980 pour la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique et à la fin des années 1990 pour les pays émergents d'Asie), le premier intervenant était toujours le FMI, qui arrivait en pompier financier. Mais un drôle de pompier, exacerbant le vice des pyromanes, puisqu'il a éteint le feu chez les créanciers aux investissements parfois hasardeux, tout en en allumant d'autres sur place...

A la demande des gouvernements des pays les plus riches, le FMI a accepté de prêter pour permettre aux pays en crise de faire face aux remboursements. Pris dans la spirale de la dette, les PED n'ont bien souvent eu d'autre recours que de s'endetter de nouveau pour rembourser. Avant de leur accorder de nouveaux prêts, à taux élevé ceux-là, les prêteurs éventuels ont demandé au FMI d'intervenir pour garantir les remboursements ultérieurs, en exigeant la signature d'un accord avec le pays concerné. Le FMI a accepté alors de réamorcer la « pompe à finances » à condition que le pays concerné utilise cet argent en priorité pour rembourser les banques et les autres créanciers privés tout en réformant son économie dans le sens voulu par lui : ce sont les fameuses conditionnalités, détaillées dans les plans d'ajustement structurel (PAS). La politique économique de l'État débiteur est alors passée sous contrôle du FMI et de ses experts ultralibéraux. Une nouvelle forme de colonisation s'est installée. Même plus besoin d'entretenir une administration et une armée d'occupation sur place comme au temps des colonies, la dette a créé à elle seule les conditions d'une nouvelle soumission.

*« En août 1982, le gouvernement mexicain a annoncé qu'il ne pouvait plus rembourser sa dette externe. Le FMI a alors organisé et supervisé l'administration d'un plan de rééchelonnement des dettes commerciales contractées par le gouvernement mexicain lors de la décennie précédente. Les prêts du FMI n'ont pas canalisé de nouvelles sources de financement nettes pour le Mexique. En effet, le FMI a prêté de l'argent au Mexique pour rembourser sa dette. La dette mexicaine a ainsi augmenté et le Mexique n'est pas entré en défaut de paiement. Le FMI a octroyé ses prêts à la condition que le Mexique mette en place un ensemble de réformes économiques à long terme. Un grand nombre de ces conditionnalités ont imposé de grands sacrifices à la population mexicaine, des pertes d'emplois et une forte réduction du niveau de vie. Les autres pays en développement, particulièrement en Amérique latine, ont vu leurs flux nets de capitaux privés décliner ou devenir négatifs ».*

Commission consultative du Congrès états-unien sur les institutions financières internationales (IFI Advisory Commission), dite Commission Meltzer<sup>27</sup>, 2000

Quel était le but recherché par les pays riches en plaçant ainsi le FMI au cœur du dispositif ? Tout simplement imposer une discipline financière stricte aux pays endettés. Le rétablissement des

<sup>27</sup> Voir <http://www.house.gov/jec/imf/meltzer.pdf>

équilibres financiers a constitué pour les institutions financières internationales une priorité absolue. Le but fixé aux États du Sud était clair : exporter plus et dépenser moins. Ces plans d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale sont aussi connus depuis 1990 sous le nom de « consensus de Washington ». Privilégiant l'aspect statistique sur l'aspect humain, ils ont eu des conséquences terribles pour les populations et les économies du Sud. Les peuples se sont saignés aux quatre veines pendant des décennies pour rembourser une dette dont ils n'ont pas profité et les critères macro-économiques privilégiés par le FMI et la Banque mondiale ont entraîné une grave détérioration des conditions de vie de centaines de millions d'individus sur la planète. Du point de vue du développement humain, c'est l'échec total pour ces deux institutions dont la position s'est considérablement fragilisée au fil du temps.

*« La guerre technologique moderne est conçue pour supprimer tout contact physique : les bombes sont jetées de 15 000 mètres d'altitude pour que le pilote ne "ressente" pas ce qu'il fait. La gestion moderne de l'économie, c'est pareil. Du haut d'un hôtel de luxe, on impose sans merci des politiques que l'on penserait à deux fois si l'on connaissait les êtres humains dont on va ravager la vie. »*

*Joseph Stiglitz, La grande désillusion*

En cas de crise aiguë (comme au Mexique en 1982 et en 1994, en Asie du Sud-Est en 1997, en Russie en 1998, au Brésil en 1999, en Equateur en 1999-2000, en Turquie en 2000, en Argentine en 2001-2002, au Brésil encore en 2002, etc.), le FMI a donc mobilisé des sommes considérables. Pas pour venir en aide aux populations d'un pays qui ne parvient pas à boucler ses fins de mois, mais pour éviter la banqueroute des riches créanciers, souvent responsables d'investissements spéculatifs ayant déclenché ou aggravé la crise. Par exemple, 105 milliards de dollars prêtés par le FMI et le G7 aux pays d'Asie du Sud-Est en 1997 (où la crise, accentuée par les mesures imposées par le FMI, a mis au chômage 20 millions de personnes) ; 31 milliards de dollars prêtés par le FMI à la Turquie entre fin 1999 et 2002 (la Turquie, allié géostratégique des États-Unis, proche du pétrole et du gaz de l'Asie centrale, voisin de l'Irak et de l'Iran...) ; plus de 21 milliards de dollars à l'Argentine en 2001, avant qu'elle ne sombre dans la crise et se place en défaut de paiement envers ses créanciers privés ; 30 milliards de dollars promis au Brésil pour 2002-2003 (pour éviter la contagion de la crise argentine et ligoter le président Lula élu en octobre 2002). Cependant, ces milliards injectés n'ont jamais servi à accorder des subventions aux produits de base pour aider les populations les plus pauvres ni à créer des emplois ou à protéger les producteurs locaux : le FMI a imposé de rembourser d'urgence les créanciers. Plus grave, quand des organismes privés étaient en cessation de paiement, le FMI et la Banque mondiale ont souvent imposé aux États de prendre la dette à leur charge, ce qui revenait à la faire payer par les contribuables...

Les sommes prêtées ont augmenté alors la dette du pays concerné et l'ont quitté immédiatement puisqu'elles ont été transférées aux créanciers. Comme le FMI a pris l'habitude de remplir ce rôle, les créanciers n'ont pas hésité à prendre des risques de plus en plus élevés dans leurs opérations financières, en sachant qu'en cas de défaut de paiement, le FMI serait là pour les renflouer, en tant que prêteur en dernier ressort. La contrepartie a été un alourdissement important de la dette extérieure du PED en question. Le FMI a donc trahi les intérêts de nombre de ses pays membres qu'il est pourtant censé aider. Cette trahison ne le fait pas douter le moins du monde : quand la crise survient, il accuse toujours l'État endetté de ne pas avoir su appliquer ses excellentes recommandations avec assez de rigueur...

*« Toutes les entraves à la libéralisation du commerce seront supprimées, laissant les entreprises libres de produire et d'exporter leurs produits comme elles le souhaitent et comme le marché décide. »*

*Michel Camdessus, directeur général du FMI de 1987 à 2000, Indonésie, 1997  
in L'Autre mondialisation, Arte, 7 mars 2000*

Le FMI a l'habileté d'attribuer la responsabilité de ces décisions aux gouvernements du Sud. Régulièrement, chaque État doit signer une lettre d'intention, dictée en fait par le FMI, où il dresse un bilan économique et trace des perspectives pour l'avenir. Les prêts et rééchelonnements divers ne sont accordés qu'à condition que ces rapports aillent dans le « bon sens », complétés par des visites d'experts de la Banque mondiale ou du FMI pour s'en

assurer directement. En cas de problème, il est alors facile de prétexter que le gouvernement du pays endetté a lui-même proposé cette politique et que le FMI s'est seulement contenté de l'accompagner<sup>28</sup>...

*« Nous avons été créés après l'expérience de 1929 pour rétablir la confiance en aidant à la mise en place de politiques de redressement et en suscitant la coopération de la communauté internationale. Nous devons tout faire pour éviter les comportements irresponsables, et des gouvernements et des prêteurs. Les programmes du Fonds monétaire international sont négociés avec les pays souverains qui vont les appliquer et qui ont évidemment le dernier mot. Les mesures adoptées constituent le plus court chemin, et humainement le moins coûteux, pour pallier une situation devenue catastrophique et dont les plus pauvres sont les premières victimes. »*

*Michel Camdessus, directeur général du FMI de 1987 à 2000*

L'échec du FMI en terme de développement humain ne résulte en rien de malchance ou d'incompréhension, mais de l'application délibérée des mesures qu'il a imposées. Mais alors pourquoi de telles mesures ont-elles été préconisées avec autant de vigueur ? Il serait aberrant de croire que le but du FMI et des grandes puissances a été de lutter contre la pauvreté ou de donner les moyens aux populations du Sud de décider de leur propre avenir. Bien au contraire, le FMI a cherché avant tout à favoriser la finance internationale et à garantir aux créanciers que les remboursements seront bien effectués.

*« L'idéologie simpliste du libre marché a tendu un voile. Ce qui s'est vraiment passé derrière, c'est la mise en œuvre du nouveau mandat. Le changement de mandat et d'objectif, s'il a été discret, n'a rien de compliqué. Le FMI a cessé de servir les intérêts de l'économie mondiale pour servir ceux de la finance mondiale. La libéralisation des marchés financiers n'a peut-être pas contribué à la stabilité économique mondiale, mais elle a bel et bien ouvert d'immenses marchés nouveaux à Wall Street. (...) Si l'on examine le FMI comme si son objectif était de servir les intérêts de la communauté financière, on trouve un sens à des actes qui, sans cela, paraîtraient contradictoires et intellectuellement incohérents. »*

*Joseph Stiglitz, La grande désillusion*

Les pays riches, emmenés par les États-Unis, ont pris une série d'initiatives pour empêcher la création d'un front des pays endettés, qui est la pire de leurs craintes. En préalable à toute discussion, ils ont imposé que les négociations avec les pays endettés se fassent au cas par cas, pour isoler chaque pays débiteur et rester en position de force. Du côté des créanciers, la règle a été l'union sacrée.

- À la Banque mondiale et au FMI, le système des droits de vote donne une majorité confortable aux pays riches pour imposer leurs vues.
- Les États créanciers sont également regroupés au sein du Club de Paris pour rééchelonner la part bilatérale de la dette extérieure des États ayant des difficultés de paiement.
- Les banques des pays les plus industrialisés se réunissent au sein du Club de Londres travaillant de la même manière pour ce qui concerne la part privée de la dette souveraine des États.

Un rapport de forces disproportionné s'est donc mis en place dès le début de la crise de la

<sup>28</sup> Notons que les politiques d'ajustement structurel ont leur pendant au Nord, sous le nom de « politiques d'austérité », de « critères de stabilité financière » inscrits dans le traité de Maastricht, de « rigueur ». Au Nord aussi, les plans de sauvetage d'organismes qui ont investi de façon hasardeuse ont coûté cher aux populations : il a fallu 200 milliards de dollars pour sauver les caisses d'épargne américaines (les *Saving and Loans*) sous les présidences de Ronald Reagan et de George Bush père, 18 milliards de dollars pour renflouer le Crédit Lyonnais en France, etc. Les citoyens du Nord ne doivent pas se croire à l'abri... La crise des dettes privées qui a commencé aux États-Unis en 2007 après l'éclatement de la bulle spéculative dans le secteur immobilier a déjà coûté aux finances publiques de ce pays davantage que le sauvetage des *Saving and Loans* et ce n'est qu'un début. Une crise semblable a éclaté en Grande-Bretagne et a provoqué la nationalisation de la banque Northern Rock aux frais du Trésor public. Il est probable que le même phénomène se répète en Irlande, en Espagne et dans d'autres pays. Le combat pour l'annulation de la dette n'est donc pas une lutte du Sud contre le Nord, mais une œuvre d'émancipation des citoyens du Nord et du Sud.

dette. Le FMI, la Banque mondiale, le Club de Paris et le Club de Londres sont chargés de le perpétuer en faveur des pays riches.

« *Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois.* »

*Meyer Amschel Rothschild, banquier allemand (1743-1812)*

Mais depuis le début des années 2000, leur pouvoir est de plus en plus contesté. Nombre de pays qui avaient dû se soumettre à un accord avec le FMI ont entrepris de se débarrasser de cette tutelle encombrante. Plusieurs d'entre eux ont remboursé de manière anticipée toute leur dette envers le FMI : Brésil, Argentine, Uruguay, Indonésie, Philippines..., le dernier en date étant la Turquie. Le FMI, incapable d'attirer de nouveaux clients (son portefeuille de prêts a fondu littéralement ces dernières années, passant de 107 milliards de dollars en 2003 à 16 milliards en 2007) attend une prochaine grande crise dans les PED pour se remettre en selle et redevenir un acteur majeur. Les trois derniers directeurs du FMI ont démissionné avant la fin de leur mandat. Le navire FMI tangue dangereusement.

### **III. Quelles ressemblances avec la crise des *subprimes* de 2007 ?**

Depuis août 2007, les banques nord-américaines et européennes sont sous les feux de l'actualité à cause de la crise très sévère qu'elles traversent, et qu'elles font traverser au système économique néolibéral dans son ensemble. Le montant total des dépréciations d'actifs auxquelles elles ont dû procéder se compte en centaines de milliards de dollars<sup>29</sup>.

Comment les banques ont-elles pu construire un montage de dettes aussi irrationnel ? Pour placer leurs liquidités et engranger des profits faramineux, les organismes de crédits hypothécaires ont prêté à un secteur de la population déjà fortement endetté, au sein des classes pauvres ou moyennes. Les conditions de ces prêts constituent une véritable arnaque : le taux est fixe et modéré au cours des deux premières années, puis augmente fortement dès la troisième année (c'est la fameuse « *subprime* »). Les prêteurs affirmaient aux emprunteurs que le bien qu'ils achetaient, qui servait de garantie au prêt, gagnerait rapidement de la valeur grâce à l'augmentation des prix du secteur immobilier. Le hic, c'est que la bulle du secteur immobilier a fini par éclater en 2007 et les prix ont commencé à baisser. Comme le nombre de défauts de paiement s'est considérablement accru, les organismes de crédit hypothécaire ont éprouvé des difficultés à rembourser leurs dettes. Les grandes banques, pour se protéger, ont refusé de leur octroyer de nouveaux prêts ou ont exigé des taux beaucoup plus élevés. Mais la spirale ne s'est pas arrêtée là car les banques avaient acheté les créances hypothécaires en très grande quantité, et largement hors bilan en créant des sociétés spécifiques appelées *Structured Investment Vehicles* (SIV), qui finançaient l'achat de créances hypothécaires à haut rendement transformés en titres.

A partir d'août 2007, les SIV, dont la santé et la crédibilité s'étaient fortement détériorées, ont manqué de liquidité pour acheter les crédits hypothécaires titrisés et la crise s'est amplifiée. Les grandes banques qui avaient créé ces SIV ont dû assumer les engagements de ceux-ci pour éviter qu'ils ne tombent en faillite. Alors que jusque-là les opérations des SIV ne faisaient pas partie de leur comptabilité (ce qui leur permettait de dissimuler les risques pris), elles ont dû reprendre dans leur bilan les dettes des SIV.

Résultat : panique à bord ! Plusieurs segments du marché de la dette se sont effondrés, entraînant dans leurs déboires les puissantes banques, les *hedge funds*, les fonds d'investissement qui les avaient créés. Le sauvetage des institutions financières privées a été réalisé grâce à l'intervention massive des pouvoirs publics. Privatisation des bénéfiques, socialisation des pertes ont encore une fois été de mise.

Mais une question se pose : pourquoi les banques, qui n'ont pas hésité à effacer des dettes douteuses par dizaines de milliards de dollars, ont-elles toujours refusé d'annuler les créances

<sup>29</sup> Pour une analyse détaillée de la crise des *subprimes*, lire Eric Toussaint, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale*, CADTM-Syllepse, 2008, chapitre 9.

des pays en développement ? La preuve est faite que c'est parfaitement possible et tout à fait nécessaire. En 2007, la dette à long terme des pouvoirs publics des PED envers les banques internationales atteignait 201,4 milliards de dollars<sup>30</sup>. Depuis août 2007, elles ont déjà dû effacer un montant bien supérieur...

Les grandes banques privées ont donc triplement fauté :

- elles ont construit de désastreux montages de dette privée qui ont conduit à la catastrophe actuelle ;
- elles ont prêté à des dictatures et ont obligé les gouvernements démocratiques qui ont succédé à rembourser jusqu'au dernier centime cette dette odieuse ;
- elles refusent d'annuler des dettes des pays en développement alors que leur remboursement implique une détérioration des conditions de vie des populations.

Au lieu de reconnaître leurs erreurs et d'en assumer toutes les conséquences, les grandes banques ont alors fait appel à celui dont elles dénigrent l'action à longueur de temps : l'Etat. Elles n'ont pas hésité à quémander une action publique forte de la part d'un Etat qu'elles jugent en général bien trop interventionniste. Pour elles, les pouvoirs publics doivent se plier aux lois du marché qui seules permettraient d'allouer efficacement les ressources et de fixer les prix à leur juste montant...

Comme de simples subordonnés, les pouvoirs publics des Etats-Unis et d'Europe se sont exécutés : on ne refuse rien à des dirigeants de grandes banques qui soutiennent les principaux candidats à l'élection présidentielle et qui évoluent dans les mêmes cercles fermés... Les gouvernants se sont donc empressés d'aller à la rescousse du privé. Au menu : nationalisation de banques en difficulté, échanges de titres dépréciés contre de l'argent frais (pour plus de 200 milliards de dollars aux Etats-Unis), injection de liquidités, plans de sauvetage, baisse des taux d'intérêts...

Aux Etats-Unis, 84 sociétés de crédits hypothécaires ont fait faillite ou cessé partiellement leur activité entre le 1er janvier et le 17 août 2007, contre seulement 17 sur toute l'année 2006. En Allemagne, la banque IKB et l'Institut public SachsenLB ont été sauvés d'extrême justesse. En Grande-Bretagne, la crise a jeté au tapis la banque Northern Rock en septembre 2007 qui a finalement été nationalisée en février 2008. Une fois l'entreprise remise à flot aux frais de la collectivité, elle sera rendue au privé. Le 13 mars 2008, le fonds Carlyle Capital Corporation, connu pour sa proximité affichée avec le clan Bush, s'est effondré : ses dettes représentaient 32 fois ses fonds propres. Le lendemain, la prestigieuse banque Bear Stearns (cinquième banque d'affaire aux Etats-Unis), à cours de liquidités, a appelé à l'aide la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) pour obtenir un financement d'urgence. La banque JP Morgan Chase a ensuite racheté Bear Stearns à prix bradé.

Soumettre la gestion de l'économie mondiale à la logique du profit maximum représente un coût énorme pour la société. Les banques ont joué avec l'épargne et les dépôts liquides de centaines de millions d'individus. Leurs errements conduisent à des pertes énormes et à des drames humains.

« *Les marchés ont toujours raison.* »

Michel Camdessus, directeur général du FMI entre 1987 et 2000

Entre Nord et Sud, les ressemblances sont frappantes. Au Sud, la crise de la dette du début des années 1980 fut provoquée par l'augmentation unilatérale des taux d'intérêt par les Etats-Unis, entraînant une explosion des remboursements demandés aux pays du tiers-monde que les banques avaient incité à emprunter à taux variables. Dans le même temps, l'effondrement des cours des matières premières les empêchait de pouvoir faire face, les plongeant de manière brutale dans la crise. Le FMI, téléguidé par les Etats-Unis et les autres grandes puissances, a alors imposé aux PED des réformes drastiques : réduction des budgets sociaux, libéralisation totale et immédiate de l'économie, abandon du contrôle des mouvements de capitaux, ouverture complète des marchés, privatisations massives... Mais contrairement à ce qui se passe en 2008 au Nord, l'Etat du Sud s'est vu interdire de baisser les taux d'intérêts et

<sup>30</sup> Banque mondiale, *Global Development Finance 2008*.

de fournir des liquidités aux banques, ce qui a provoqué des faillites en cascade et de très fortes récessions. Finalement, comme en 2008 au Nord, les PED ont été contraint de renflouer les banques en difficulté avant de les privatiser au profit des grandes sociétés bancaires nord-américaines ou européennes. Au Mexique, le coût du sauvetage des banques dans la deuxième moitié des années 1990 a représenté 15% du PIB. En Equateur, une opération identique réalisée en 2000 a coûté 25% du PIB. Dans tous les cas, la dette publique interne a grimpé fortement car le coût du sauvetage des banques a été supporté par l'Etat.

La crise internationale qui a découlé de la crise des *subprimes* aura un coût énorme. Dans un rapport publié en avril 2008, le FMI a chiffré ce coût à 945 milliards de dollars pour le système financier international, dont 565 milliards pour le secteur des prêts hypothécaires à risque. Les ministres des Finances du Nord ont vivement réagi<sup>31</sup>, comme s'il était dangereux de montrer l'étendue des dégâts. Partout dans les pays du Nord, qu'ils soient conservateurs ou sociaux-démocrates, les gouvernements appliquent des politiques néolibérales particulièrement brutales pour la majorité de leurs concitoyens. Incapables de venir en aide à leurs populations dans le besoin, ces mêmes gouvernements sont pourtant rapidement venus à la rescousse du privé.

La déréglementation économique des dernières décennies a tourné au fiasco. La seule issue valable est un renversement total des priorités : des contraintes très strictes pour les entreprises privées, des investissements publics massifs dans des secteurs permettant de garantir les droits fondamentaux et de protéger l'environnement, la récupération par les pouvoirs publics des leviers de décision pour favoriser l'intérêt général. Il s'agira du premier pas pour rendre à la finance le rôle qui lui revient, celui d'outil au service de l'être humain. De tous les êtres humains.

---

<sup>31</sup> Dépêche AFP, « Les pays riches reprochent au FMI son chiffrage trop sévère de la crise », 10 avril 2008.